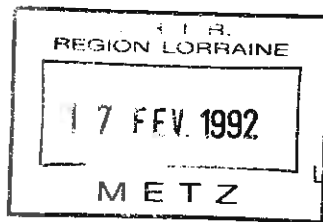


ARRETE

N° 15220 BIS



LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 portant application de cette loi, notamment son article 18 ;

-Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 14 759 du 15 décembre 1987 autorisant la société FISCHER 62-68, Avenue Voltaire 54300 LUNEVILLE à poursuivre à cette même adresse l'exploitation d'un atelier de chaudronnerie et de mécanique ;

Vu le rapport du 22 janvier 1991 de M. l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1991 imposant à la société FISCHER de faire procéder, dans un délai de trois mois, à une étude visant à réduire les nuisances sonores de manières significative afin de ne pas dépasser les niveaux sonores admissibles prévus au point 4-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 décembre 1987 ;

Vu le rapport du 5 juillet 1991 de M. l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 1991 mettant la société FISCHER en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 14 759 du 15 décembre 1987 et notamment ses articles 4 et 5 pour le 30 septembre 1991 ;

Vu le rapport du 5 août 1991, de M. l'inspecteur des installations classées ;

Vu la lettre du 26 septembre 1991 par laquelle la société FISCHER transmet l'étude de bruit réalisée par AIF et expose ses observations sur les résultats de celle-ci ;

Vu le rapport du 20 décembre 1991 de M. l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 17 janvier 1992 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° I4.759 du 15 décembre 1987 autorisant la société FISCHER 62-68 Avenue Voltaire à LUNEVILLE à exploiter à cette même adresse un atelier de chaudronnerie et de mécanique à LUNEVILLE sont complétées par les prescriptions figurant aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Les opérations de sablage ou de grenaillage ne seront pas effectuées avant 8 H. ni après 18 H. Des dérogations exceptionnelles à ces horaires pourront être accordées par l'inspecteur des installations classées ; Dans ce cas, l'exploitant informera de cette modification d'horaire les voisins susceptibles d'être gênés par cette activité. En aucun cas, ces dérogations ne pourront affecter plus de dix jours par mois.

ARTICLE 3 : La ventilation du four sera modifiée dans un délai de trois mois au maximum afin de supprimer la nuisance sonore résultant de l'exploitation nocturne de cette installation. L'inspecteur des installations classées pourra demander qu'une campagne de mesure du niveau sonore soit réalisée par un organisme spécialisé à l'issue de ce délai.

ARTICLE 4 : Des arbres à haute tige seront plantés dès que possible en bordure des habitations des voisins les plus proches.

ARTICLE 5 : Un bâtiment coiffant l'actuel tunnel de grenaillage sera construit, avant le 31 décembre 1992. Les caractéristiques de ce bâtiment, présentant notamment ses performances acoustiques, seront adressées à l'inspecteur des installations classées avant le 31 août 1992.

ARTICLE 6 : L'intégralité du projet présenté dans la lettre des établissements FISCHER, adressée le 26 septembre 1991 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, sera réalisée au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté. L'exploitant devra déposer en temps utile les demandes d'autorisations nécessaires.

ARTICLE 7 : En cas de carence de l'exploitant, le préfet pourra mettre en oeuvre la procédure prévue à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 8 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers

- 1°/- Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LUNEVILLE et pourra être consultée par toute personne intéressée.
- 2°/- Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions complémentaires auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

- 3°/- Un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 9 - Recours -

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée (article I4 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée).

ARTICLE 10 : Exécution de l'arrêté -

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de LUNEVILLE, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

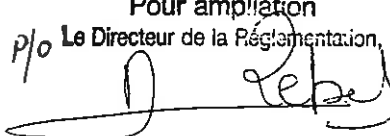
- M. le directeur de la société FISCHER

et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le maire de LUNEVILLE chargé de le porter à la connaissance de son conseil municipal.

NANCY, le 11 FEV. 1992

le préfet,

Pour ampliation
p/o Le Directeur de la Réglementation

Annie LEBEL



Claude ERIGNAC